LEGISLATION — Raad van State WETGEVING
7 JUIL 1957
coordination (1)

ML. L. 5579/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 11 janvier 1957, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant approbation du traité entre le Royaume de Belgique et la République Fédérale d'Allemagne, relatif à la rectification de la frontière belgo-allemande et au règlement de divers problèmes concernant les deux pays, du protocole final, des annexes 1, 2, 3 et 4 et des lettres annexés, signés à Bruxelles, le 24 septembre 1956", a donné le 20 février 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 11e januari 1957 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende goedkeuring van het verdrag tussen het Koninkrijk België en de Bondsrepubliek Duitsland met betrekking tot de correctie van de Belgisch-Duitse grens en tot de regeling van diverse vraagstukken betreffende beide landen, van het slotprotocol, van de bijlagen 1, 2, 3 en 4 en van de bijgevoegde brieven, ondertekend op 24 september 1956, te Brussel", heeft de 20e februari 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi a pour objet à l'article 1er l'approbation du traité entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne relatif à la rectification de la frontière belgo-allemande et au règlement de divers problèmes concernant les deux pays, du protocole final, des annexes, 1, 2, 3 et 4 et des lettres annexes, signés à Bruxelles, le 24 septembre 1956.

Les articles 2 à 8 contiennent les mesures qu'au regard de la législation nationale la modification des frontières rend nécessaires.

L'article 9 fixe l'entrée en vigueur de la loi.

\+

\+ +

I. APPROBATION DU TRAITE ET DE SES ANNEXES .

Le traité prévoit la conclusion ultérieure entre la Belgique et la République fédérale d'Allemagne de plusieurs accords ou arrangements sur divers points qu'il détermine. Certains de ces accords se rattachent à l'exécution du traité mais la plupart concernent des matières qui sont étrangères à la rectification de la frontière. L'approbation du traité n'implique pas, dans l'intention du Gouvernement, dispense de soumettre en temps opportun à l'assentiment des Chambres ceux des accords annoncés dont la nature l'exigera.

\+

\+ +

Le préambule du traité précise que les deux pays "sont convenus d'adapter aux conditions actuelles les accords du 6 novembre 1922, du 7 novembre 1929 et du 10 mai 1935, relatifs à la frontière belgo-allemande".

Il s'agit de l'acte d'Aix-la-Chapelle du 6 novembre 1922 auquel se réfère l'article 3 de la loi de rattachement des cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith à la Belgique, du 6 mars 1925, de l'arrangement concernant la frontière commune à la Belgique et à l'Allemagne, signé à Aix-la-Chapelle le 7 novembre 1929, approuvé par la loi du 15 mai 1931, et du traité entre le Royaume de Belgique et le Reich allemand, relatif à un échange de territoire à la frontière belgo-allemande, et de l'arrangement additionnel à l'arrangement belgo-allemand du 7 novembre 1929, signés à Aix-la-Chapelle le 10 mai 1935 et approuvés par la loi du 14 juin 1937.

\+

\+ +

Le chapitre 1er du traité concerne les rectifications de frontières et certaines de leurs conséquences. Les chapitres suivants envisagent des questions qui ne sont pas ou qui ne sont que partiellement en rapport avec la nouvelle délimitation des frontières. Les chapitres II à V traitent de problèmes frontaliers, les chapitres VI à X, de problèmes d'ordre général.

\+

\+ +

Le chapitre II concerne la levée du séquestre frappant les biens immobiliers situés en travers ou à proximité de la frontière.

Ces dispositions qui font l'objet de l'article 6 visent la zone frontière en son ensemble. Dans un premier alinéa l'article prévoit la restitution aux agriculteurs allemands de leurs biens immobiliers séquestrés situés en travers de la frontière, contre paiement de la valeur de ces biens établie lors de la fixation de l'impôt sur le capital.

Les deux alinéas suivants concernent les biens situés dans une bande de 5 km longeant la frontière. Une commission mixte belgo-allemande examinera chaque cas individuel et décidera si le propriétaire peut être autorisé à se porter acquéreur de ces biens lors de la vente publique organisée pour leur liquidation.

La législation concernant le séquestre des biens ennemis a son siège dans l'arrêté-loi du 23 août 1944 relatif au séquestre des biens, droits et intérêts ennemis, l'arrêté-loi interprétatif du 1er août 1945, l'arrêté-loi du 13 janvier 1947 relatif à la levée du séquestre portant sur les biens appartenant à certains ressortissants de pays ennemis et dans la loi du 14 juillet 1951 relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. Le système qui consiste à consentir

.../...

la levée du séquestre contre paiement de la valeur du bien est nouveau. Afin d'assurer efficacement sa mise en oeuvre il serait utile de prévoir dans la loi que le Roi est autorisé à prendre les mesures nécessaires à l'application de l'article 6 du traité. Ainsi pourrait-il notamment fixer des délais dans lesquels les rachats devraient se faire de manière à ne pas retarder indéfiniment les opérations de l'office des séquestres.

Le chapitre III du traité prévoit un détournement du cours de la Vesdre. Les dispositions nécessaires pour l'exécution des travaux seront prises de commun accord par les experts des deux pays conformément aux directives définies à l'annexe n°2. Les frais des travaux sur territoire allemand sont à charge du gouvernement fédéral; sur territoire belge, ils sont à charge de l'Etat belge.

Il n'apparaît pas que cette décision entraîne aucune modification en droit belge. Les travaux seront régis par les règles habituelles des travaux de l'Etat. Les problèmes qu'ils pourraient soulever en Belgique, en matière d'adjudication ou d'expropriation pour cause d'utilité publique, par exemple, seront soumis au droit commun.

\+

\+ \+

.../...

Le chapitre IV envisage le problème de la ligne de chemin de fer Raeren-Kalterherberg.

L'article 9 prévoit que les dispositions des accords des 6 novembre 1922, 7 novembre 1929 et 10 mai 1935 seront adaptées aux conditions actuelles en observant les principes énoncés à l'annexe n°3.

Ces quelques principes qui concernent la limitation du trafic, l'application des tarifs belges ou allemands, la monnaie, l'emploi des langues et les mesures propres à assurer aux agents des chemins de fer ou des douanes la possibilité d'exercer leurs fonctions, ne s'éloignent pas essentiellement des principes déjà consacrés par les accords existants.

Il n'apparaît donc pas qu'ils puissent soulever des problèmes nouveaux en droit belge.

\+

\+ \+

Le chapitre V aborde une série de questions frontalières; il prévoit surtout des arrangements futurs sur ces questions. Les quelques dispositions formelles qu'il consacre ont des objets limités.

Le libre passage accordé sur la route de Fringshaus à Konzen n'empêchera pas l'exercice du contrôle nécessaire pour éviter toute entrée frauduleuse en Belgique.

\+

\+ \+

Le chapitre VI prévoit la conclusion d'un accord préventif de la double imposition. L'article 21, à titre de réciprocité pour l'exonération d'impôt accordée par la République fédérale à l'article 20, déclare que les ressortissants allemands ne seront pas soumis en Belgique à des impôts extraordinaires sur la fortune, pour la partie de leurs avoirs qui se trouve en République fédérale d'Allemagne.

Comme il n'existe pas à l'heure actuelle en Belgique d'impôt extraordinaire sur la fortune, cette disposition ne concerne que les impôts futurs qui seraient éventuellement institués. Le Gouvernement belge a le droit de dénoncer cet engagement à partir du 31 décembre 1960.

\+

\+ \+

Le règlement de certaines questions en rapport avec les déportations, consacré par le chapitre VII et l'annexe n° 4, est principalement à charge de la République fédérale d'Allemagne.

Le chapitre VIII se borne à prévoir un accord en matière de sécurité sociale fondé sur la réciprocité.

\+

\+ \+

Ni le protocole final qui consacre la reconnaissance définitive de la frontière, ni les lettres annexes qui comportent des engagements de la République fédérale n'appellent de remarques d'ordre juridique.

\+

\+ \+

II. LES AUTRES DISPOSITIONS DU PROJET DE LOI.

Article 2.

L'article 2, § 1er, du projet de loi exécute l'article 3, § 2, du traité, selon lequel les ressortissants allemands domiciliés dans les parties du territoire qui deviennent belges, ont la faculté d'opter pour la nationalité belge "dans un délai de deux ans".

Ni le traité, ni le projet ne précisent quel est le point de départ du délai imparti. Il serait nécessaire de l'indiquer pour éviter que des difficultés ne naissent à ce sujet . Le texte ci-après fixe ce point de départ au jour de l'entrée en vigueur du traité.

"Article 2.-

§ 1er. Les personnes visées à l'article 3, § 2, du traité doivent user du droit d'option qui leur est accordé dans les deux ans suivant la mise en vigueur du traité, en souscrivant une déclaration ... ".

+

\+ +

L'article 2, § 2, donne au Roi le pouvoir d'autoriser certains ressortissants et ex-ressortissants allemands à opter pour la nationalité belge.

Cette faculté est accordée aux personnes qui ont eu leur résidence habituelle dans les territoires administrés par le commandant militaire entre le

.../...

23 février 1948 et la mise en vigueur du traité, mais qui ne peuvent invoquer le bénéfice de l'article 2, § 1er parce qu'elles ne sont pas domiciliées dans l'une des parties de ces territoires rattachées à la Belgique par le traité. La date du 23 février 1948 a été fixée dans la proclamation du commandant militaire du 23 avril 1949.

L'article 2, § 2, pose comme condition que les intéressés aient transféré leur résidence en Belgique avant l'entrée en vigueur du traité, ou l'y transfèrent dans les deux ans suivant cette entrée en vigueur.

Il résulte des renseignements donnés qu'en principe il devra être satisfait à cette condition au moment de l'introduction de la demande tendant à obtenir l'autorisation d'opter, parce que la présence des intéressés sur le territoire belge est nécessaire pour la bonne instruction de leur demande.

Le Roi pourra toutefois accorder l'autorisation d'opter à des ressortissants ou ex-ressortissants allemands qui n'ont pas établi leur résidence en Belgique, lorsque cette circonstance ne sera pas de nature à entraver l'examen de leur cas par les autorités belges.

Selon l'article 2, § 3, du projet, l'autorisation d'opter doit, dans les six mois, être suivie de la déclaration d'option. Il appartiendra à l'officier de l'état civil qui recevra cette déclaration de vérifier si toutes les conditions sont remplies, notamment s'il est satisfait à la condition relative au transfert de résidence en Belgique. Le projet gagnerait en précision si le § 3, alinéa 2, désignait

.../...

expressément l'officier de l'état civil compétent et était rédigé comme suit :

"L'option doit être souscrite dans les six mois de l'autorisation par déclaration faite devant l'officier de l'état civil du lieu de résidence en Belgique".

\+

\+ \+

L'article 2, § 4, dispose : "les déclarations d'option sont reçues par l'officier de l'état civil qui en dresse acte dans les registres mentionnés à l'article 22 des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932".

L'article 22 de ces lois détermine en premier lieu les autorités compétentes pour recevoir les actes de déclaration d'option, désigne ensuite les registres dans lesquels ils sont inscrits, puis règle la forme des actes.

.../...

Il serait nécessaire de compléter le § 4 de l'article 2 par un renvoi aux dispositions de l'article 22, relatives à la dispense de l'assistance de témoins lors de l'établissement de l'acte d'option et, le cas échéant, aux inscriptions en marge des actes de naissance.

Le Conseil d'Etat propose en conséquence de rédiger le § 4 comme suit :

"§ 4. L'officier de l'état civil se conforme pour la rédaction des actes visés aux §§ 1er et 3, à l'article 22 des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932".

\+

\+ \+

Aux termes de l'article 2, § 6, "les personnes visées aux §§ 1er et 2 qui n'ont pas atteint l'âge de vingt et un ans peuvent opter ou solliciter l'autorisation d'opter dans l'année qui suit leur majorité".

Cette disposition, qui est conforme aux conceptions habituelles du législateur belge en matière de nationalité, omet, d'une part, de préciser le moment postérieurement auquel il faut avoir atteint l'âge de vingt et un ans pour en bénéficier.

.../...

Sans doute est-ce à la date de l'entrée en vigueur du traité, date à laquelle naît, en vertu de l'article 9 du projet, le titre à l'acquisition de la nationalité belge.

En fixant, d'autre part, en pareil cas, le délai d'option à un an, la disposition place les mineurs qui approcheront de la majorité, lors de l'entrée en vigueur du traité, dans une situation moins favorable que les personnes majeures, puisque celles-ci bénéficient d'un délai de deux ans. Cette inégalité de régime est contraire aux intentions du Gouvernement.

Pour ces deux raisons il est proposé de rédiger l'article 2, § 6, comme suit :

"§ 6. Les personnes visées aux §§ 1er et 2 qui n'ont pas atteint l'âge de vingt et un ans au moment de l'entrée en vigueur du traité, peuvent opter ou solliciter l'autorisation d'opter dans l'année qui suit leur majorité, sans que ce délai puisse être inférieur à deux ans à partir de l'entrée en vigueur du traité".

\+

\+ \+

Le § 7 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 7. Les personnes qui, étant mineures, ont acquis la nationalité belge par l'effet de l'option souscrite par leur auteur, peuvent décliner la nationalité belge par une déclaration faite

.../...

pendant l'année suivant leur majorité, devant l'une des autorités et dans les formes prévues à l'article 22 des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932".

Article 3.

L'article 3, § 2, rend applicables dans les territoires incorporés aux communes belges, les règlements de la province de Liège et ceux des communes auxquelles ces territoires sont incorporés.

Par ordonnance n° 16 du 18 juillet 1949, le commandant militaire des territoires transférés à la Belgique a rendu applicables dans les territoires placés sous son commandement les règlements relatifs aux impôts directs et aux taxes y assimilées, tant de la province de Liège que des communes limitrophes, et plus spécialement les règlements de la commune de Manderfeld pour ce qui concerne le territoire qui sera incorporé à cette commune et qui est le seul où se trouvent des habitants.

L'article 3, § 3, est destiné à permettre l'inscription sur les listes électorales, dès la prochaine revision de ces listes, des habitants des territoires rattachés qui auront acquis la nationalité belge. L'article 13 du code électoral ne permet de porter sur les listes que les Belges qui habitent la commune depuis six mois au moins ou qui ayant quitté la commune entre le 1er janvier et le 1er juillet y possédaient leur domicile depuis au moins six mois au moment de leur départ.

.../...

La portée de la disposition se dégagerait mieux si l'expression "Pour la détermination de la durée du domicile électoral des habitants" était remplacée par l'expression "Pour l'application de l'article 13, alinéa 2, du code électoral aux habitants ...".

\+

\+ +

Article 4.

L'article 4 du projet dispose : "Les actes administratifs accomplis sous l'administration exercée par le commandant militaire sur les territoires rattachés sont validés. Les actes juridiques valablement formés sous la même administration sortent leurs effets normaux".

Il résulte des renseignements donnés au Conseil d'Etat que par "actes administratifs" le Gouvernement ne vise que les actes accomplis par le commandant militaire ou par ses agents pour l'exécution des actes à caractère normatif. Le Gouvernement n'estime pas nécessaire de valider les actes à caractère normatif pris par le commandant militaire, parce qu'il les juge suffisamment fondés au regard du droit international; leur régularité est hors de doute.

Le système prévu par le projet aura pour conséquence, d'une part, que les tribunaux apprécieront librement la validité des actes à caractère normatif, alors que, d'autre part, ces mêmes tribunaux ne pourront examiner celle des actes d'exécution.

Le projet valide, en effet, les actes administratifs sans réserve quant à leur régularité. Il s'ensuit que les tribunaux ne pourront examiner ni la compétence des autorités qui ont pris ces actes, ni la forme de ceux-ci, ni leur contenu.

Le Conseil d'Etat est d'avis que si le Gouvernement estime qu'il est nécessaire pour écarter des difficultés, de valider les actes administratifs, il serait préférable que la validation soit étendue aux actes à caractère normatif.

A cet effet, il propose de rédiger l'article 4 comme suit :

"Les actes accomplis par le commandant militaire, ses agents ou ses préposés, pour l'administration des territoires rattachés, sont validés.

Les actes juridiques valablement formés sous la même administration produisent leurs effets normaux".

\+

\+ \+

Article 5.

L'article 5, alinéa 2, dispose :

"Le Roi peut prendre les mesures nécessaires pour aménager le passage au statut nouveau et pour assurer la sauvegarde des intérêts légitimes nés durant l'administration exercée par le commandant militaire sur les territoires rattachés, qui ne seraient pas préservés par les dispositions de l'article précédent".

Il résulte des renseignements donnés au Conseil d'Etat que l'intention du Gouvernement est d'accorder au Roi par cette disposition et en vertu de l'article 78 de la Constitution, des pouvoirs tels qu'il puisse, pour aplanir toutes les difficultés, déroger au besoin aux lois belges, tant au moyen d'arrêtés réglementaires qu'au moyen d'arrêtés réglant des cas particuliers.

Le texte du projet ne traduit pas avec netteté cette intention du Gouvernement. D'autre part, les pouvoirs du Roi ne comportant pas, sauf attribution expresse certaine, celui de déroger aux lois, il conviendrait de rédiger l'article 5, alinéa 2, comme suit :

"Le Roi prend, au besoin en dérogeant aux lois existantes, soit par disposition générale, soit par disposition particulière, les mesures nécessaires pour aménager le passage au statut nouveau et pour assurer la sauvegarde des intérêts légitimes nés durant l'administration par le commandant militaire des territoires rattachés, qui ne seraient pas protégés par les dispositions de l'article 4".

\+

\+ \+

Article 6.

Le premier alinéa de l'article 6 consacre le principe que "les décisions en matière civile et commerciale rendues par le tribunal créé en vertu des dispositions du commandant militaire ont l'autorité de la chose jugée".

Cette disposition ne traduit pas entièrement l'intention du Gouvernement car il résulte des autres dispositions de l'article qu'il entend, suivant le cas, reconnaître aux décisions rendues, tantôt seulement l'autorité de la chose jugée, tantôt aussi la force de la chose jugée selon ce que leur reconnaissent les dispositions en vigueur dans le territoire soumis à l'administration du commandant militaire.

L'article 6 autorise en effet, d'une part, l'exequatur des "décisions statuant définitivement sur le fond" et permet, d'autre part, la continuation devant les juridictions belges des instances engagées dans le territoire sous le régime de l'administration militaire en l'état où le juge compétent de ce territoire les abandonne.

La portée exacte de l'alinéa se dégagerait dès lors mieux s'il était rédigé comme suit :

"Article 6.-

Les décisions judiciaires rendues en matière civile et commerciale par le tribunal créé en vertu des dispositions du commandant militaire ont, quant à la chose jugée au regard de la loi belge, l'autorité et les effets qu'ils avaient au regard des dispositions du commandant militaire".

.../...

Aux termes de l'alinéa 2, les décisions judiciaires en matière civile et commerciale "statuant définitivement sur le fond, ainsi que tous actes emportant exécution parée, ne peuvent être mis à exécution dans le territoire belge, y compris les territoires rattachés, qu'après avoir été rendus exécutoires".

Le membre de phrase "ainsi que tous actes emportant exécution parée" "vise les actes authentiques extra-judiciaires, notamment les actes notariés comportant la clause de voie parée (article 90 de la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée).

On n'aperçoit pas la raison de cette formalité lorsqu'il s'agit des actes qui ont été passés par les notaires belges que l'ordonnance du commandant militaire du 23 avril 1949 concernant les actes notariés a "habilités à dresser tous actes de leur ministère en se conformant aux conditions de forme de la loi belge". Il s'agit des notaires des cantons d'Eupen, de Malmédy et de St-Vith.

Le Conseil d'Etat propose d'exclure ces actes du champ d'application de l'alinéa 2 de l'article 6 et de rédiger les dispositions comme suit :

"Toutefois, celles de ces décisions statuant définitivement sur le fond ainsi que tous actes comportant exécution parée qui n'ont pas été passés par un notaire belge ne peuvent être mis à exécution sur le territoire belge, y compris les territoires rattachés, qu'après avoir reçu l'exéquatur".

\+

\+ \+

.../...

L'alinéa 5 règle la question des affaires "encore pendantes" devant le tribunal au moment où le traité entrera en vigueur. Il charge les juridictions belges de connaître des litiges et accorde aux parties un délai de trois mois pour poursuivre l'instance devant elles. Passé ce délai, le procès devra être recommencé devant les juridictions belges. L'alinéa omet toutefois de fixer le point de départ du délai de trois mois. Il conviendrait de le déterminer dans le projet.

L'alinéa ne règle pas le sort qui sera réservé aux oppositions qui postérieurement à l'entrée en vigueur du traité viendraient à être formées par une partie défaillante contre une décision rendue par défaut en matière civile ou commerciale et non encore passée en force de chose jugée. S'il existe de telles décisions, ce que le Conseil d'Etat ignore, il serait nécessaire de compléter l'article 6 par une disposition chargeant les juridictions belges de vider ces recours à peine de rendre ainsi les décisions par défaut en fait définitives.

Cette dernière observation amène le Conseil d'Etat à suggérer de diviser l'article 6 en deux paragraphes.

Le paragraphe 1er comprendrait les alinéas 1er à 4 et traiterait de la chose jugée ainsi que de l'exécution des décisions passées en force de chose jugée et le paragraphe 2 réglerait ce qui est relatif aux instances en cours ou aux instances qui ne seraient pas définitivement jugées.

.../...

Le paragraphe 2 pourrait être rédigé comme suit :

"§ 2. Les instances engagées en matière civile et commerciale sous l'administration du commandant militaire et encore pendantes, peuvent être poursuivies devant les juridictions belges compétentes.

A cette fin , la partie qui désire poursuivre l'instance fait assigner l'autre partie en reprise d'instance. L'assignation doit être signifiée à cette partie dans le délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur du traité. A défaut d'agir dans ce délai, l'instance est considérée comme n'ayant jamais été engagée.

Les juridictions belges connaissent en outre, conformément aux règles ordinaires de la compétence et de la procédure, des oppositions qui postérieurement à l'entrée en vigueur du traité seront formées par les parties défaillantes contre des décisions non encore passées en force de chose jugée qui auront été rendues en matière civile et commerciale sous l'administration du commandant militaire".

Article 7.

L'article 7 règle au premier alinéa les effets qu'auront, au regard de la loi belge, les décisions judiciaires en matière pénale, rendues par le tribunal créé en vertu des dispositions du commandant militaire. Les décisions définitives auront "l'autorité de la chose jugée".

.../...

Quant aux poursuites en cours lors de l'entrée en vigueur du traité et aux infractions qui, à ce moment, ne feront point l'objet de poursuites, le second alinéa de l'article prévoit qu'elles pourront être déférées aux juridictions belges comme si les faits avaient été commis en Belgique.

Il en résulte qu'à la différence de ce que décide l'article 6 pour les décisions rendues en matière civile et commerciale, l'autorité de la chose jugée ne sera reconnue au pénal qu'aux seules décisions passées en force de chose jugée à l'exclusion des autres décisions qui seront comme non avenues.

Cela ressortirait plus clairement du premier alinéa de l'article 7 si celui-ci était rédigé comme suit :

"Article 7.-

Les décisions judiciaires définitives rendues en matière pénale par le tribunal visé au § 1er, alinéa 1er, de l'article précédent, ont seules, quant à la chose jugée au regard de la loi belge, l'autorité et les effets qu'elles ont au regard des dispositions du commandant militaire".

Les jugements prononcés par défaut en matière pénale étant définitifs aux termes des dispositions prévues par le commandant militaire, aucune mesure spéciale n'est à prévoir dans la loi en ce qui les concerne.

.../...

Il est enfin à remarquer que le projet ne contient aucune disposition relative à l'exécution des décisions rendues en matière pénale. Celles-ci cesseront , conformément aux principes, d'être exécutoires quant aux peines une fois le traité entré en vigueur. Les parties civiles pourront se prévaloir de l'article 6.

Article 8.

L'article 8 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 8.-

Ceux qui deviennent Belges par application de l'article 2 de la présente loi et qui sont soumis à des obligations militaires, sont, après leur inscription sur les listes de milice, dispensés du service en temps de paix, s'ils sont nés avant le 1er janvier 1939 et s'ils n'expriment pas le désir d'accomplir le service militaire".

Article 9.

L'article 9 dispose : "La présente loi entrera en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du traité".

Selon l'article 26 du traité, celui-ci entre en vigueur le quinzième jour qui suivra celui de l'échange des instruments de ratification.

.../...

En rattachant l'entrée en vigueur de la loi à l'entrée en vigueur du traité, le projet déroge à l'article 4 de la loi du 18 avril 1898, selon lequel les lois sont obligatoires dans le royaume le dixième jour après celui de leur publication, à moins que la loi n'ait fixé un autre délai.

La raison de cette dérogation s'aperçoit aisément dans la mesure où elle concerne les articles 2 et suivants de la loi. Ces articles sont, en effet, nécessaires pour l'exécution du traité, mais ils ne trouvent à s'appliquer qu'une fois celui-ci entré en vigueur. Elle apparaît moins clairement là où l'entrée en vigueur de l'article par lequel le traité est approuvé, c'est-à-dire l'article 1er, se trouve liée à l'entrée en vigueur du traité lui-même. Quelle que puisse être cette raison, il y a, d'une part, un manque d'harmonie juridique à subordonner à l'entrée en vigueur d'un traité, la disposition légale qui, en droit interne sinon dans les relations entre Etats, tient cette entrée en vigueur en suspens. Si, d'autre part, il fallait considérer que l'entrée en vigueur de la disposition approbatoire tenait en suspens non seulement l'entrée du traité dans le droit interne, mais également sa ratification, à l'observation fondée sur une considération de logique se substituerait une objection de droit.

Les exemples sont toutefois nombreux de traités qui ont été publiés simultanément avec la loi d'approbation et avec un avis annonçant que l'échange des ratifications a eu lieu à une date déterminée.

.../...

Il s'ensuit que le Gouvernement considère qu'il n'est point nécessaire que la loi d'approbation soit entrée en vigueur pour qu'il puisse être procédé à la ratification d'un traité.

La Cour de cassation a reconnu, du moins implicitement, la validité de cette pratique par un arrêt du 19 novembre 1900 (Pas.1901, I, p.53).

La force obligatoire d'un traité en droit interne dépendant de sa publication en Belgique, il importe, lorsqu'il est recouru à la pratique qui vient d'être décrite, de veiller à ce que le traité n'entre pas en vigueur entre Etats avant qu'il n'ait été publié et qu'il n'ait acquis force obligatoire en Belgique. L'Etat, partie au traité, pourrait sinon se prévaloir de l'échange des instruments de ratification pour exiger l'exécution du traité par les citoyens et les institutions belges, alors que ceux-ci ne seraient pas encore tenus de s'y conformer.

Dans le cas présent, la publication du traité devra intervenir au cours du délai de quinze jours qui suivra l'échange des instruments de ratification, à moins qu'il ne soit jugé plus expédient de le publier immédiatement avec la loi d'approbation pour ne plus publier, au cours du délai de quinze jours suivant l'échange des instruments de ratification, qu'un avis annonçant celui-ci et indiquant la date à laquelle l'échange s'est produit. Faute de ce faire, on s'exposerait à créer un vide juridique dans les territoires rattachés qui ne saurait être que partiellement couvert par l'effet rétroactif qui découlerait alors de l'article 8.

.../...

Le Conseil d'Etat suggère, en conclusion de cette observation, de rédiger l'article 9 comme suit :

"L'article 1er de la présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge. Les autres articles entrent en vigueur en même temps que le traité".

Enfin, il importerait, si l'on se rallie à la suggestion faite par le Conseil d'Etat à propos du chapitre II du traité relatif au séquestre, de charger le Roi de prendre toute mesure nécessaire à l'application de l'article 6 du traité, et d'insérer dans le projet , avant la disposition qui en constitue actuellement l'article 9, un article ainsi rédigé :

"Article 9.-

Le Roi règle les conditions, formes et délai dans lesquels les personnes visées à l'article 6 du traité peuvent user de la faculté qui leur y est réservée".

Dans ce cas la disposition de l'actuel article 9 deviendrait l'article 10.

Artikel 1 van het ontwerp van wet strekt tot goedkeuring van het verdrag tussen het Koninkrijk België en de Bondsrepubliek Duitsland, met betrekking tot de correctie van de Belgisch-Duitse grens en tot de regeling van diverse vraagstukken betreffende beide landen, van het slotprotocol, van de bijlagen 1, 2, 3 en 4 en van de bijgevoegde brieven, ondertekend op 24 september 1956 te Brussel.

De artikelen 2 tot 8 bevatten de voorzieningen welke de grenswijziging noodzakelijk maakt ten aanzien van onze wetgeving.

Artikel 9 bepaalt de datum van inwerkingtreding van de wet.

+

\+ +

I. GOEDKEURING VAN VERDRAG EN BIJLAGEN.

Het verdrag stelt in het vooruitzicht, dat naderhand tussen België en de Bondsrepubliek Duitsland een aantal overeenkomsten of schikkingen tot stand zullen komen over verschillende met name genoemde punten. Sommige van deze overeenkomsten houden verband met de uitvoering van het verdrag, maar de meeste betreffen aangelegenheden die niets gemeens hebben met de grenscorrectie. Goedkeuring van het verdrag betekent in de opvatting van de Regering niet, dat zij niet verplicht zou zijn de aangekondigde overeenkomsten die wegens hun aard de instemming van het Parlement behoeven, te gelegener tijd aan de Kamers voor te leggen.

+

De aanhef van het verdrag deelt mede, dat beide partijen "zijn overeengekomen de verdragen van 6 november 1922, 7 november 1929 en 10 mei 1935 betreffende de Belgisch-Duitse grens aan de huidige omstandigheden aan te passen".

Het betreft hier de akte van Aken van 6 november 1922, waarnaar artikel 3 van de wet van 6 maart 1925, betreffende de aanhechting der kantons Eupen, Malmedy en Sint-Vith, verwijst, de schikking betreffende de gemeenschappelijke grens tussen België en Duitsland te Aken ondertekend op 7 november 1929, goedgekeurd bij de wet van 15 mei 1931, en het verdrag tussen België en het Duitse Reich betreffende een ruil van grondgebied aan de Belgisch-Duitse grens en de additionele schikking tot de Belgisch-Duitse schikking van 7 november 1929, beide ondertekend te Aken op 10 mei 1935 en goedgekeurd bij de wet van 14 juni 1937.

\+

\+ +

Hoofdstuk I van het verdrag betreft de grenscorrecties en sommige gevolgen ervan. De volgende hoofdstukken gaan over punten die niet of niet dan gedeeltelijk in verband staan met de nieuwe grensafbakening. De hoofdstukken II tot V betreffen grensaangelegenheden, de hoofdstukken VI tot X algemene problemen.

\+

\+ +

.../...

Hoofdstuk II betreft de "opheffing van het beslag op de onroerende goederen waardoor de grens loopt of die in de nabijheid van de grens gelezen zijn".

Deze voorschriften, die in artikel 6 voorkomen, dienen voor de gehele grensstreek. In een eerste lid bepaalt het artikel dat de "in beslag genomen" onroerende goederen waar de grens doorheen loopt, aan de Duitse landbouwers zullen worden teruggegeven tegen betaling van de waarde die bepaald is bij de vaststelling van de belasting op het kapitaal.

De volgende twee leden betreffen de eigendommen gelegen binnen een 5 km brede grensstrook. Een gemengde Belgisch-Duitse commissie zal elk afzonderlijk geval onderzoeken en beslissen of de eigenaar kan worden gemachtigd zich als koper aan te melden op de openbare verkoping welke met het oog op de likwidatie van die goederen wordt ingericht.

De wetgeving betreffende de sequestratie van vijandelijke goederen is vervat in de besluitwet van 23 augustus 1944 betreffende het sequester van vijandelijke goederen, rechten en belangen, in de interpretatieve besluitwet van 1 augustus 1945, in de besluitwet van 13 januari 1947 betreffende de opheffing van de sequestratie slaande op de aan sommige onderhorigen van vijandelijke landen toebehorende goederen, en in de wet van 14 juli 1951 betreffende de sequestratie en de liquidatie van de Duitse goederen,

.../...

rechten en belangen. De regeling die erop neerkomt de opheffing van de sequestratie toe te staan tegen betaling van de waarde van het goed, is nieuw. Om de inwerkingstelling doelmatig te verzekeren,ware het raadzaam in de wet te bepalen, dat de Koning gemachtigd is tot het nemen van de maatregelen die voor de toepassing van artikel 6 van het verdrag nodig zijn. Met name zou hij kunnen vaststellen, binnen welke termijnen de afkoop kan plaats hebben zodat de werkzaamheden van de dienst voor het sekwester niet blijven aanslepen.

Volgens hoofdstuk III van het verdrag zal de leiding van de Vesder worden verlegd. Deskundigen van beide landen zullen overeenkomstig de in bijlage nr 2 neergelegde richtlijnen, in gemeen overleg de maatregelen treffen opdat de werken kunnen worden uitgevoerd. Op Duits grondgebied zullen de kosten van de werken door de Bondsregering, op Belgisch grondgebied door de Belgische Staat worden gedragen.

Wijzigingen schijnt het Belgische recht door deze beslissing niet te ondergaan. Voor de werken zullen de regelen gelden die inzake werken voor de Staat gebruikelijk zijn. De problemen, die zich in België bijvoorbeeld inzake aanbesteding of onteigening ten algemenen nutte mochten voordoen, zullen onder het gemeen recht vallen.

\+

\+ \+

.../...

Hoofdstuk IV behandelt het vraagpunt van de spoorlijn Raeren-Kalterherberg.

Artikel 9 stelt, dat de bepalingen van de akkoorden van 6 november 1922, 7 november 1929 en 10 mei 1935 aan de huidige omstandigheden zullen worden aangepast en daarbij rekening zal gehouden worden met de beginselen vermeld in bijlage nr 3.

Deze enkele beginselen terzake van verkeersbeperking, toepassing van Belgische of Duitse tarieven, munt, gebruik der talen, maatregelen om de bedienden van spoor en douanen hun ambt te laten uitoefenen, wijken niet wezenlijk af van de reeds in de bestaande akkoorden gehuldigde beginselen.

Nieuwe problemen in Belgisch recht schijnen daardoor niet in het leven te worden geroepen.

\+

\+ \+

Hoofdstuk V behandelt een reeks van grensaangelegenheden en stelt vooral latere overeenkomsten dienaangaande in het vooruitzicht. De weinige uitdrukkelijke voorzieningen die het bevat, hebben een beperkt doel.

.../...

De vrije doorgang op de weg van Fringshaus naar Konzen zal niet verhinderen dat de nodige controle wordt verricht om sluikverkeer naar België tegen te gaan.

+

+ +

Hoofdstuk VI stelt een overeenkomst ter voorkoming van dubbele belasting in het vooruitzicht. Als compensatie van de belastingvrijstelling die de Bondsregering in artikel 20 toestaat, bepaalt artikel 21 dat Duitse onderdanen in België niet aan uitzonderlijke vermogensheffingen onderworpen zullen worden voor het gedeelte van hun vermogen dat zich in de Bondsrepubliek Duitsland bevindt.

In België bestaat alsnog geen uitzonderlijke vermogensheffing, zodat deze bepaling alleen voor eventueel later in te voeren heffingen zal kunnen dienen. De Belgische Regering heeft het recht, deze verbintenis vanaf 31 december 1960 op te zeggen.

+

+ +

De in hoofdstuk VII en in bijlage 4 vervatte regeling van bepaalde kwesties in verband met de deportaties komt in hoofdzaak ten laste van de Bondsrepubliek Duitsland.

Hoofdstuk VIII beperkt er zich toe, een op wederkerigheid gegrond akkoord inzake maatschappelijke zekerheid in het vooruitzicht te stellen.

+

+ +

.../...

Tegen het slotprotocol, dat de definitieve erkenning van de grens bekrachtigt, noch tegen de daarbijgevoegde brieven met verbintenissen vanwege de Bondsrepubliek is uit een juridisch oogpunt iets op te merken.

\+

\+ +

II. OVERIGE BEPALINGEN VAN HET WETSONTWERP.

Artikel 2.

Artikel 2, § 1, van het ontwerp van wet is de uitvoering van artikel 3, § 2, van het verdrag volgens hetwelk Duitse onderdanen, die in de Belgisch wordende gebiedsdelen hun woonplaats hebben, het recht hebben "binnen twee jaar" voor de Belgische nationaliteit te opteren.

Het ontwerp, evenmin als het verdrag, bepaalt het uitgangspunt van de gestelde termijn. Om het ontstaan van moeilijkheden te voorkomen, zou het moeten worden aangegeven. De onderstaande tekst stelt dit aanvangspunt op de dag van de inwerkingtreding van het verdrag.

"Artikel 2.-

§ 1. Personen als bedoeld in artikel 3, § 2, van het verdrag moeten van het optierecht dat hun wordt toegestaan binnen twee jaar na de inwerkingtreding van het verdrag gebruik maken door het ondertekenen van een verklaring ...".

\+

Artikel 2, § 2, verleent aan de Koning de bevoegdheid, sommige Duitse onderdanen of gewezen Duitse onderdanen toe te staan voor de Belgische nationaliteit te opteren.

In aanmerking komen degenen die tussen 23 februari 1948 en de datum van inwerkingtreding van het verdrag hun gewone verblijfplaats hebben gehad in de door de militaire bevelhebber bestuurde gebieden, maar zich niet op artikel 2, § 1, kunnen beroepen omdat zij niet hun woonplaats hebben in één van de gebiedsdelen die het verdrag aan België overdraagt. De datum 23 februari 1948 is vastgesteld in de proclamatie van de militaire bevelhebber van 23 april 1949.

Artikel 2, § 2, stelt als voorwaarde, dat de betrokkenen hun verblijfplaats vóór de inwerkingtreding van het verdrag naar België hebben overgebracht of binnen twee jaar na die datum overbrengen.

Uit ingewonnen inlichtingen blijkt, dat deze voorwaarde in beginsel zal moeten vervuld zijn op het tijdstip van de indiening van de aanvraag om een machtiging tot optie, aangezien de aanvraag alleen behoorlijk kan worden onderzocht als de betrokkenen op Belgisch grondgebied aanwezig zijn.

Aan Duitse onderdanen of gewezen onderdanen, die hun verblijfplaats niet naar België hebben overgebracht, zal de Koning nochtans de machtiging tot optie kunnen toestaan wanneer dit het onderzoek van hun geval door de Belgische overheden niet bemoeilijkt.

.../...

Volgens artikel 2, § 3, van het ontwerp moet de machtiging tot optie binnen zes maanden door een optieverklaring worden gevolgd. De ambtenaar van de burgerlijke stand die deze verklaring afneemt, zal moeten nagaan of aan alle voorwaarden is voldaan, met name aan de eis betreffende de overbrenging van de verblijfplaats naar België. Het ontwerp ware duidelijker indien § 3, tweede lid, de bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand uitdrukkelijk aanwees en indien de tekst als volgt was gesteld :

"De optie moet binnen zes maanden na de machtiging worden gedaan door middel van een verklaring, afgelegd ten overstaan van de ambtenaar van de burgerlijke stand van de verblijfplaats in België".

\+

\+ \+

Artikel 2, § 4, zegt : "De optieverklaringen worden ontvangen door de ambtenaar van de burgerlijke stand, die daarvan akte opmaakt in de registers vermeld in artikel 22 van de wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit, samengevat bij koninklijk besluit van 14 december 1932".

Artikel 22 van genoemde wetten bepaalt in de eerste plaats, welke overheden bevoegd zijn om akten van optieverklaring in ontvangst te nemen, en vervolgens in welke registers deze moeten worden ingeschreven, terwijl het ook de vorm van de akten regelt.

.../...

Paragraaf 4 van artikel 2 zou moeten worden aangevuld met een verwijzing naar hetgeen artikel 22 voorschrijft aangaande vrijstelling van bijstand van getuigen bij het opmaken van de akte van optie en, in voorkomend geval, aangaande de inschrijvingen op de kant van de geboorteakte.

De Raad van State stelt dus voor, § 4 als volgt te lezen :

"§ 4. De ambtenaar van de burgerlijke stand gedraagt zich voor het opmaken van de in de §§ 1 en 3 bedoelde akten naar artikel 22 van de bij koninklijk besluit van 14 december 1932 gecoördineerde wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit".

\+

\+ \+

Artikel 2, § 6, zegt : "De in de §§ 1 en 2 bedoelde personen, die de leeftijd van eenentwintig jaar niet bereikt hebben, kunnen de optie doen of machtiging daartoe vragen binnen het jaar dat volgt op hun meerderjarigheid".

.../...

Dit voorschrift, dat in de lijn ligt van de gewone opvattingen van de Belgische wetgeving inzake nationaliteit, bepaalt niet van af welke datum de belanghebbenden de leeftijd van eenentwintig jaar moeten hebben bereikt.

Ongetwijfeld is deze datum die van de inwerkingtreding van het verdrag, want op die dag juist ontstaat de aanspraak op de verkrijging van de Belgische nationaliteit krachtens artikel 9 van het ontwerp.

Door anderzijds de termijn van optie in zodanig geval op één jaar te stellen, plaatst dit voorschrift de minderjarigen, die bij de inwerkingtreding van het verdrag de meerderjarigheid benaderen, in een minder gunstige toestand dan de meerderjarigen, die immers over een termijn van twee jaar beschikken. Deze ongelijke behandeling strookt niet met de bedoeling van de Regering.

Om deze twee redenen wordt voorgesteld, artikel 2, § 6, als volgt te lezen :

"§ 6. Personen als bedoeld in de §§ 1 en 2, die bij de inwerkingtreding van het verdrag de leeftijd van eenentwintig jaar niet hebben bereikt, kunnen de optie doen of een machtiging daartoe vragen binnen het jaar dat volgt op hun meerderjarigheid, zonder dat deze termijn minder mag bedragen dan twee jaar te rekenen van de inwerkingtreding van het verdrag".

\+

\+ \+

.../...

Paragraaf 7 ware als volgt te lezen :

" § 7. Zij die tengevolge van een door hun ouder gedane optie als minderjarige de Belgische nationaliteit hebben verkregen, kunnen deze afwijzen door in de loop van het jaar dat op hun meerderjarigheid volgt, een verklaring in die zin te ondertekenen, ten overstaan van een der overheden en in de vormen bepaald in artikel 22 van de bij koninklijk besluit van 14 december 1932 gecoördineerde wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit".

Artikel 3.

Artikel 3, § 2, bepaalt, dat de reglementen en verordeningen van de provincie Luik en van de gemeenten waaraan de aan Belgische gemeenten overgedragen gebieden worden toegevoegd, in deze gebieden toepassing vinden.

Bij ordonnantie nr 16 van 18 juli 1949 heeft de militaire bevelhebber van de aan België overgedragen gebieden bepaald, dat op de onder zijn bevel staande gebieden toepasselijk werden de reglementen in verband met de directe belastingen en de daarmee gelijkgestelde taksen zowel van de provincie Luik als van de aangrenzende gemeenten, en meer in het bijzonder de reglementen van de gemeente Manderfeld ten aanzien van het gebied dat aan deze gemeente zal worden toegevoegd, dit is het enige gebied met inwoners.

.../...

Artikel 3, § 3, moet het mogelijk maken, dat de inwoners van de overgedragen gebieden, die de Belgische nationaliteit hebben verkregen, op de kiezerslijsten worden ingeschreven bij de eerstkomende herziening daarvan. Volgens artikel 13 van het Kieswetboek kunnen op deze lijsten alleen worden gebracht Belgen die sedert ten minste zes maanden de gemeente bewonen, of die de gemeente tussen 1 januari en 1 juli hebben verlaten maar er op het tijdstip van hun vertrek sedert ten minste zes maanden hun woonplaats hadden.

De strekking van het voorschrift zou duidelijker tot uiting komen, indien het zinsdeel "Voor het bepalen van de duur van het kiesdomicilie van de bewoners" vervangen werd door "Voor de toepassing van artikel 13, tweede lid, van het Kieswetboek op de bewoners ...".

\+

\+ \+

Artikel 4.

Artikel 4 van het ontwerp zegt : "De administratieve handelingen welke onder het bestuur van de militaire bevelhebber in de overgedragen gebieden zijn gesteld, worden rechtsgeldig verklaard. De onder hetzelfde bestuur geldig gestelde rechtshandelingen bekomen hun normale uitwerking".

.../...

Naar aan de Raad van State is verklaard, verstaat de Regering onder "administratieve handelingen" alleen handelingen die de militaire bevelhebber of zijn aangestelden voor de uitvoering van handelingen met normatief karakter hebben verricht. De Regering acht het niet nodig handelingen met normatief karakter, die de militaire bevelhebber heeft verricht, rechtsgeldig te verklaren, omdat zij naar haar oordeel ten aanzien van het volkenrecht genoegzaam gegrond zijn ; de regelmatigheid ervan staat buiten twijfel.

De ontworpen regeling zal dus ten gevolge hebben dat de rechtbanken de rechtsgeldigheid van normatieve handelingen vrij zullen kunnen beoordelen maar daarentegen die van uitvoeringshandelingen niet zullen kunnen toetsen.

Het ontwerp verklaart immers de administratieve handelingen rechtsgeldig zonder voorbehoud aangaande hun regelmatigheid, met het gevolg dat de rechtbanken noch de bevoegdheid van de overheden die deze handelingen hebben verricht, noch de vorm ervan, noch de inhoud mogen toetsen.

De Raad van State acht het verkieslijk dat de Regering, indien zij oordeelt dat de administratieve handelingen rechtsgeldig moeten worden verklaard om moeilijkheden te voorkomen, de geldigverklaring zou uitbreiden tot de handelingen met normatief karakter.

.../...

Daarom stelt hij voor, artikel 4 als volgt te lezen :

"De handelingen die de militaire bevelhebber, zijn agenten of aangestelden hebben verricht voor het bestuur van de overgedragen gebieden, worden rechtsgeldig verklaard.

De rechtshandelingen die onder hetzelfde bestuur rechtsgeldig tot stand zijn gekomen, hebben hun normale uitwerking".

\+

\+ \+

Artikel 5.

Artikel 5, tweede lid, zegt :

"De Koning kan zulke maatregelen treffen als noodzakelijk voor de overgang naar het nieuw statuut en voor de vrijwaring van de rechtmatige belangen welke onder het bestuur van de militaire bevelhebber in de overgedragen gebieden ontstaan en niet door het bepaalde in het vorige artikel mochten beschermd zijn".

.../...

Naar aan de Raad van State is verklaard, wenst de Regering met deze bepaling, en krachtens artikel 78 van de Grondwet, de Koning zodanige bevoegdheid op te dragen dat hij, om alle moeilijkheden te beslechten, desnoods van de Belgische wetten kan afwijken, zowel door verordenende besluiten als door besluiten tot regeling van bijzondere gevallen.

De tekst van het ontwerp brengt deze bedoeling van de Regering niet helder tot uiting. Ten andere gaat de bevoegdheid van de Koning, behalve bij duidelijke en uitdrukkelijke machtiging, niet zover, dat hij van de wetten mag afwijken. Daarom ware artikel 5, tweede lid, als volgt te lezen :

"De Koning neemt, desnoods met afwijking van de bestaande wetten, bij algemene of bij bijzondere voorziening de maatregelen, die nodig zijn voor de overgang naar het nieuwe statuut en voor de vrijwaring van de rechtmatige belangen welke onder het bestuur van de militaire bevelhebber in de overgedragen gebieden zijn ontstaan en niet door het bepaalde in artikel 4 beschermd mochten zijn".

+

\+ +

.../...

Artikel 6.

Het eerste lid van artikel 6 huldigt het beginsel dat "de rechterlijke beslissingen in burgerlijke en handelszaken, geveld door de rechtbank opgericht krachtens de beschikkingen van de militaire bevelhebber, gezag van gewijsde hebben".

In deze bepaling is de bedoeling van de Regering niet geheel tot uiting gekomen, want uit de overige bepalingen van het artikel blijkt, dat de Regering aan de uitgesproken beslissingen, al naar het geval, nu eens alleen het gezag van het gewijsde wenst toe te kennen dan weer ook de kracht van het gewijsde, naar gelang van hetgeen daarover is bepaald in de beschikkingen die gelden in het gebied onder bestuur van de militaire bevelhebber.

Volgens artikel 6 is immers een machtiging tot tenuitvoerlegging mogelijk voor "beslissingen waarbij onherroepelijk over de grond van de zaak uitspraak is gedaan" en wordt anderzijds toegestaan, dat gedingen die in de overgedragen gebieden tijdens het bestuur van de militaire bevelhebber zijn ingesteld, verder voor de Belgische rechtbanken worden voortgezet in de staat waarin de bevoegde rechter van deze gebieden ze heeft gelaten.

De juiste strekking van het eerste lid zal beter tot uiting komen in de volgende tekst :

"Artikel 6.-

Rechterlijke beslissingen in burgerlijke en handelszaken, die de krachtens de beschikkingen van de militaire bevelhebber opgerichte rechtbank heeft uitgesproken, hebben, wat betreft het gewijsde ten opzichte van de Belgische wet, het gezag en de uitwerking die zij hadden ten aanzien van de beschikkingen van de militaire bevelhebber".

Luidens het tweede lid kunnen de rechterlijke beslissingen in burgerlijke en handelszaken "waarbij onherroepelijk over de grond van de zaak uitspraak is gedaan, alsmede alle akten met dadelijke uitwinning, op Belgisch grondgebied, daarin begrepen de overgedragen gebieden, slechts ten uitvoer gelegd worden nadat ze uitvoerbaar zijn verklaard".

Het zinsdeel "alsmede alle akten met dadelijke uitwinning" doelt op buitengerechtelijke authentieke akten, inzonderheid notariële akten waarin het beding van dadelijke uitwinning voorkomt (artikel 90 van de wet van 15 augustus 1854 op de gerechtelijke uitwinning).

Het is niet duidelijk waarom een exequatur geëist wordt voor akten opgemaakt door Belgische notarissen, die door de ordonnantie van de militaire bevelhebber van 23 april 1949 betreffende de notariële akten gemachtigd zijn alle akten van hun ambt op te maken met inachtneming van de vormvereisten van de Belgische wetgeving. Het betreft hier de notarissen van de kantons Eupen, Malmedy en Sankt-Vith.

De Raad van State stelt voor, deze akten buiten het toepassingsgebied van het tweede lid van artikel 6 te houden en de bepaling als volgt te lezen:

.../...

"Nochtans kunnen zodanige beslissingen, die een einduitspraak zijn over de grond van de zaak, alsook alle akten met dadelijke uitwinning die niet door een Belgisch notaris zijn opgemaakt, op Belgisch grondgebied, met inbegrip van de overgedragen gebieden, niet ten uitvoer worden gelegd dan nadat machtiging tot tenuitvoerlegging is gegeven".

\+

\+ +

Het vijfde lid treft voorzieningen terzake van de gedingen, die op het tijdstip van de inwerkingtreding van het verdrag nog bij de rechtbank aanhangig zijn. Het draagt aan de Belgische rechtbanken de kennisneming van deze gedingen op en staat de partijen een termijn van drie maanden toe om het proces voor die rechtbanken voort te zetten. Na deze termijn moet het geding voor de Belgische rechtbanken opnieuw worden begonnen. Er wordt echter niet bepaald, wanneer de termijn van drie maanden ingaat. Hierin dient het ontwerp te voorzien.

Hetzelfde lid zegt niet, wat er gebeurt met het verzet dat een bij verstek veroordeelde partij na de inwerkingtreding van het verdrag mocht aantekenen tegen een bij verstek uitgesproken beslissing in burgerlijke of handelszaken, die nog niet in kracht van gewijsde is gegaan. Mochten dergelijke beslissingen bestaan, hetgeen de Raad van State onbekend is, dan behoort artikel 6 aangevuld te worden met een bepaling die de Belgische rechtbanken opdraagt, uitspraak te doen over dit rechtsmiddel, zoniet zullen de bij verstek uitgesproken beslissingen in feite einduitspraken worden.

.../...

Deze laatste opmerking noopt de Raad van State, een splitsing van artikel 6 in twee paragrafen voor te stellen.

Paragraaf 1 zou bestaan uit de eerste vier alinea's en dus handelen over het gewijsde en over de tenuitvoerlegging van de in kracht van gewijsde gegane beslissingen; paragraaf 2 zou alles regelen wat betrekking heeft op nog hangende gedingen of op gedingen die nog niet door een einduitspraak mochten zijn berecht.

Paragraaf 2 kan als volgt worden gelezen :

"§ 2. Gedingen in burgerlijke en handelszaken, die onder het bestuur van de militaire bevelhebber zijn ingesteld en nog aanhangig zijn, kunnen bij de bevoegde Belgische rechtbank worden voortgezet.

Hiertoe doet de partij die het geding wenst voort te zetten, de tegenpartij dagvaarden om het geding te hernemen. De dagvaarding moet aan deze partij worden betekend binnen drie maanden te rekenen van de inwerkingtreding van het verdrag. Wordt binnen deze termijn niet opgetreden, dan wordt het geding geacht nooit te zijn ingesteld.

De Belgische rechtbanken nemen bovendien, overeenkomstig de gewone bevoegdheids- en procedureregelen, kennis van het verzet dat een bij verstek veroordeelde partij na de inwerkingtreding van het verdrag mocht aantekenen tegen nog niet in kracht van gewijsde gegane beslissingen, welke in burgerlijke of handelszaken mochten zijn uitgesproken onder het bestuur van de militaire bevelhebber".

./.

Artikel 7.-

In het eerste lid regelt artikel 7 de gevolgen ten aanzien van de Belgische wet, van de rechterlijke beslissingen in strafzaken, gewezen door de krachtens beschikkingen van de militaire bevelhebber opgerichte rechtbank. Einduitspraken zullen "gezag van gewijsde" hebben.

De bij de inwerkingtreding van het verdrag aan gang zijnde vervolgingen en de misdrijven die op dit tijdstip nog niet zijn vervolgd, zullen volgens het tweede lid door de Belgische rechtbanken kunnen worden berecht alsof de feiten in België waren gepleegd.

In tegenstelling dus met hetgeen artikel 6 ten aanzien van beslissingen in burgerlijke en handelszaken bepaalt, zal het gezag van het gewijsde in strafzaken alleen verbonden worden aan die beslissingen, die in kracht van gewijsde zijn gegaan, met uitsluiting van de overige uitspraken, die als ongedaan moeten worden beschouwd.

Dit zou duidelijker tot uiting komen in de volgende lezing van het eerste lid van artikel 7.

"Artikel 7. Alleen rechterlijke einduitspraken, gewezen door de in § 1, eerste lid, van het voorgaande artikel genoemde rechtbank, hebben, wat betreft het gewijsde ten opzichte van de Belgische wet, het gezag en de uitwerking die zij hebben ten aanzien van de beschikkingen van de militaire bevelhebber".

./.

Aangezien de in strafzaken bij verstek uitgesproken vonnissen luidens de beschikkingen van de militaire bevelhebber einduitspraken zijn, moet, wat dat betreft, in de wet geen bijzondere voorziening worden opgenomen.

Tenslotte moge worden opgemerkt dat het ontwerp geen voorzieningen bevat betreffende de tenuitvoerlegging van beslissingen in strafzaken. Overeenkomstig de geldende beginselen zullen zij, wat de straffen betreft, ophouden uitvoerbaar te zijn zodra het verdrag in werking treedt. De burgerlijke partijen zullen zich op artikel 6 kunnen beroepen.

Artikel 8.-

Artikel 8 wordt beter als volgt gelezen :

"Artikel 8. Zij die Belg worden bij toepassing van artikel 2 van deze wet en die aan militaire verplichtingen zijn onderworpen, worden na hun inschrijving op de dienstplichtlijsten vrijgesteld van dienst in vredestijd, indien zij vóór 1 januari 1939 zijn geboren en niet het verlangen te kennen geven hun militaire dienst te volbrengen".

Artikel 9.-

Artikel 9 zegt : "Deze wet treedt in werking op dezelfde dag als het verdrag".

Volgens artikel 26 treedt het verdrag in werking de vijftiende dag volgend op de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden.

./.

Door de inwerkingtreding van de wet aan de inwerkingstelling van het verdrag te verbinden, wijkt het ontwerp af van artikel 4 van de wet van 18 april 1898, volgens hetwelk de wetten in het Rijk verbindend worden de tiende dag na hun bekendmaking, tenzij de wet een andere termijn mocht hebben gesteld.

De verklaring voor deze afwijking ligt voor de hand voorzover zij betrekking heeft op de artikelen 2 en volgende van de wet. Deze artikelen zijn immers voor de uitvoering van het verdrag noodzakelijk, maar zullen eerst na de inwerkingtreding van het verdrag toepassing vinden. Heel wat minder duidelijk is de verklaring waar de inwerkingtreding van het artikel dat het ontwerp bekrachtigt, d.i. artikel 1, aan de inwerkingtreding van het verdrag zelf wordt verbonden. Wat die verklaring ook moge zijn, het is juridisch niet goed te verantwoorden dat de wetsbepaling, die in het interne recht zoniet in de betrekkingen tussen de Staten, de inwerkingtreding van het verdrag in beraad houdt, van deze inwerkingtreding afhankelijk wordt gemaakt. Mocht men anderzijds van het standpunt uitgaan dat de inwerkingtreding van het goedkeuringsartikel niet alleen de opneming van het verdrag in het interne recht maar ook de bekrachtiging ervan in beraad zou houden, dan zou de opmerking over het onlogische karakter komen te vervallen om plaats te maken voor rechtsbezwaren.

Nochtans zijn er vele voorbeelden van verdragen die bekend zijn gemaakt gelijktijdig met de goedkeuringswet en met een bericht zeggend dat de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden op een bepaalde datum plaats heeft gehad.

./.

De Regering acht het dus niet nodig dat de goedkeuringswet in werking zou zijn getreden opdat tot bekrachtiging van een verdrag kan worden overgegaan.

Het Hof van Cassatie heeft de rechtsgeldigheid van deze praktijk althans impliciet aanvaard, in een arrest van 19 november 1900 (Pas. 1901, I, blz. 53).

Daar de verbindende kracht van een verdrag ten aanzien van het interne recht afhankelijk is van de bekendmaking ervan in België, moet bij het volgen van de zoeven beschreven praktijk worden toegezien dat het verdrag niet tussen Staten in werking treedt alvorens het bekend is gemaakt en in België verbindende kracht heeft gekregen. Zoniet zou de Staat, waarmede het verdrag is gesloten, zich op de uitwisseling van de bekrachtigingsoorkonden kunnen beroepen om te eisen dat de Belgische staatsburgers en instellingen het verdrag uitvoeren terwijl zij nog niet verplicht zijn zich er naar te gedragen.

In het onderhavige geval zal het verdrag moeten worden bekendgemaakt binnen vijftien dagen volgend op de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden, tenzij men er de voorkeur aan geeft het verdrag onmiddellijk met de goedkeuringswet bekend te maken om naderhand, binnen vijftien dagen volgend op de uitwisseling van de bekrachtigingsoorkonden, nog alleen een bericht bekend te maken zeggend dat en op welke datum, de uitwisseling plaats heeft gehad.

Gaat men anders tewerk, dan loopt men het gevaar in de overgedragen gebieden een juridisch vacuum te scheppen dat slechts gedeeltelijk zou kunnen gevuld worden door de terugwerkende kracht die dan uit artikel 8 zou volgen.

./.

Tot besluit van deze opmerking stelt de Raad van State voor artikel 9 als volgt te lezen :

"Artikel 1 van deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt. De overige artikelen treden in werking tegelijk met het verdrag".

Gaat de Regering in op hetgeen de Raad van State over hoofdstuk II van het verdrag betreffende het sequester in overweging heeft gegeven, ware het aangewezen dat de Koning wordt belast met het nemen van alle voor de toepassing van artikel 6 van het verdrag nodige maatregelen, en dat in het ontwerp, vóór de bepaling die thans door artikel 9 wordt gevormd, een artikel op te nemen als volgt :

"Artikel 9. De Koning regelt de voorwaarden, de vormen en de termijn welke de in artikel 6 van het verdrag bedoelde personen in acht moeten nemen om van het hun daarin toegekende recht gebruik te kunnen maken".

In dit geval krijgt het huidige artikel 9 nummer 10.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter,
	G.HOLOYE,	conseillers d'Etat,	
	G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	P.COART-FRESART,	assesseurs de la section de législation,	
	P.ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	J.COOLEN,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE. Le rapport a été déposé conjointement par MM.Ch.SMOLDERS et W.VAN ASSCHE, auditeurs, et par Mlle M.Th. BOURQUIN, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht, gezamenlijk door de HH.Ch.SMOLDERS en W.VAN ASSCHE, auditeurs, en door Mej.M.Th.BOURQUIN, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.COOLEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.